

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
65017 Tarbes

Tarbes, le 22/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GERSYCOOP

Bd des Pyrenees
32000 Auch

Références : 2024-0493
Code AIOT : 0006803285

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement GERSYCOOP implanté Diouydan 32000 Auch. L'inspection a été annoncée le 16/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe à 7 ans la périodicité de visite pour ce site. La précédente inspection a été effectuée le 6 octobre 2017.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GERSYCOOP
- Diouydan 32000 Auch
- Code AIOT : 0006803285

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GERSYCOOP, dont le siège social est situé Boulevard des Pyrénées 32 200 Mirande, est autorisée par arrêté préfectoral du 7 décembre 1998 modifié par des arrêtés complémentaires à exploiter des silos de stockage de céréales pour une capacité maximale de 30 762 m³ au lieu dit "Arçon" sur le territoire de la commune d'Auch. L'activité du site conformément au rubriques des installations classées est la rubrique 2160 (Silos et installations de stockage en vrac de céréales) sous le régime de l'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection	Arrêté Ministériel du 29/03/2024, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Prescriptions particulières	Arrêté Préfectoral du 17/12/1998, article 7.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Prévention des Risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Prévention des Risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Equipements Sous Pression (ESP)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/12/1998, article 2.3.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Prévention des Risques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que le site est correctement entretenu. Pour autant, des mesures correctives doivent être mises en place et les justificatifs de ces mesures transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des risques d'explosion et d'incendie et mesures de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2024, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de dépoussiérage
Prescription contrôlée : Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur. Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : L'exploitant informe que le bon fonctionnement de l'ensemble des organes de sécurité du site est assuré annuellement par la société ESCA. La dernière vérification du bon fonctionnement des organes de sécurité a été réalisée le 2 octobre 2024 et l'asservissement du système d'aspiration à la manutention fait parti des contrôles. L'inspection a constaté que le site est correctement nettoyé. L'exploitant trace toutes les interventions de nettoyage ; le logiciel informatique de suivi des nettoyages a été présenté lors de la visite. L'inspection a demandé à Gersycoop de rajouter sur ce registre le nom de la personne qui a réalisé le nettoyage. L'inspection a constaté la présence de points d'empoussièrement au droit de la tour de manutention. Gersycoop indique que les élévateurs sont à sangles et les transporteur eux sont à chaînes. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les sangles sont non propagatrices de la flamme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier l'emploi de sangles non propagatrice de la flamme au droit de l'élévateur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prescriptions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/1998, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de dépoussiérage

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les canalisations d'aspiration de ces filtres amenant l'air poussiéreux sont conçues et calculées de manière à éviter les dépôts de poussières.</p> <p>Les vitesses d'air sont supérieures à 15m/seconde en tout point dans les canalisations horizontales de pente inférieure à 30% par rapport à l'horizontale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Gersycoop a remis le dernier rapport de la société ARMOR VENTILLATION concernant l'étude aéraulique.</p> <p>Ce rapport du 30 mai 2024 mentionne des vitesses insuffisantes et préconise également des mesures correctives à mettre en place.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la mise en place de mesures correctives. Néanmoins, un devis d'une société qui devrait intervenir très prochainement a été présenté à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier la mise en œuvre de mesures correctives suites aux observations du contrôle du 30 mai 2024 des dispositifs de dépoussiérage.</p> <p>L'exploitant doit, à l'issue de la mise en œuvre des mesures correctives, justifier de l'efficacité des dispositifs de dépoussiérage par la transmission d'un nouveau rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Prévention des Risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'explosion et d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations de protection contre la foudre ont été contrôlées (vérification complète) par la société BCM. Le rapport du 3 juillet 2024 correspondant fait état d'une non-conformité concernant le compteur d'impact foudre. L'exploitant a signalé le remplacement du compteur d'impact, la facture de son remplacement a été présentée à l'inspection.</p>

<p>Concernant les courants vagabonds, les installations ont été vérifiées par le bureau d'études SOCOTEC. Le rapport du 24/04/2024 signale la non conformité des manches au droit des quais de chargement. L'exploitant signale que ses équipements présentant un risque ont été déposés et ne sont plus utilisés. Pour le chargement en grains des véhicules, les manches ont été remplacés par un cône de chargement.</p> <p>Les installations électriques ont été vérifiées par le bureau SOCOTEC. Les rapports correspondants, datés du 26/04/24, mentionnent des non-conformités. Gersycoop indique que les observations ont été levées par un prestataire, sans pouvoir pour autant justifier de la levée de chaque point.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de la levée de l'ensemble des non-conformités mentionnées dans les rapports de contrôle des installations électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Prévention des Risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <p>le plan des installations avec indication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. <p>les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;</p> <p>et le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure d'inertage ;

- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. "
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs ont été vérifiés par la société SECURIS le 19/08/2024. L'exploitant a demandé le rapport de débit du poteau incendie au gestionnaire ; le rapport a été présenté et fait état d'un débit de 118 m³/h. Les procédures générales en cas d'incident ou accident sont affichées et portées à la connaissance des employés. Une procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement est également en place. Les températures des céréales sont régulièrement contrôlées et tracées sur un registre</p> <p>Les silos sont équipés de dispositif d'inertage, une procédure est également en place concernant la mise en application. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la vérification périodique de ce dispositif. L'inspection a constaté qu'il n'y a pas de réserve de gaz sur le site pour les installations d'inertage. L'exploitant indique à l'inspection, qu'au moment de l'installation, deux fournisseurs de gaz d'inertage avaient été consultés pour la mise à disposition de gaz. L'inspection précise à Gersycoop qu'il doit s'assurer de la disponibilité du gaz en quantité suffisante ainsi que la compatibilité des raccords et cela 24h24 et 7 jours/7 et mettre à jour la fiche et les consignes de sécurité concernant la procédure d'inertage et notamment les numéros de téléphones utiles joignables 24h24 notamment des fournisseurs en cas de stockage du gaz en dehors du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier la disponibilité du gaz pour l'installation d'inertage 24h/24 et 7 jours/7. Dans le cas d'une convention avec un prestataire extérieur et d'un stockage de gaz en dehors du site, les délais de livraisons garantis devront être précisés dans la convention éventuelle. L'exploitant doit justifier de la conformité des installations d'inertage avant la campagne de récolte 2025, car actuellement cela n'est pas possible du fait de la présence de céréales dans les silos.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prévention des Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de chargement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage. Des grilles sont mises en place sur les fosses de réception. La maille est déterminée de manière à retenir au mieux les corps étrangers.</p>

<p>Les aires de chargement et de déchargement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m³ (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles); - soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. <p>Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de grilles sur les fosses de réception. Les aires de chargement sont régulièrement nettoyées et les interventions de nettoyage sont tracées informatiquement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Equipements Sous Pression (ESP)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liste des ESP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression. Article L557-28 : En raison de leurs risques spécifiques et de leurs conditions d'utilisation, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens. Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes : 1° La déclaration de mise en service ; 2° Le contrôle de mise en service ; 3° L'inspection périodique ; 4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ; 5° Le contrôle après réparation ou modification.</p>
<p>Constats :</p> <p>Gersycoop signale à l'inspection qu'il tient à jour une liste des récipients fixes de l'ensemble de ses sites, mais cette liste n'a pas été présentée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conformément à l'arrêté du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • transmettre la liste à jour des équipements sous pression;

- transmettre le dernier rapport d'inspection et éventuellement de la dernier rapport de requalification.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/1998, article 2.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des produits dangereux

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale pour les liquides autre qu'inflammables: 20% de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800l ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800l..

Les réservoirs ou récipients de produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Constats :

Lors de visite d'inspection, il a été constaté dans le hangar de stockage des semences, des bidons de produits phytosanitaires sans rétention. L'inspection a rappelé à Gersycoop que tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une rétention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier la mise sous rétention des bidons de produits phytosanitaire et de tout liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois